

Notre démocratie : fiction ou réalité?

Catherine Caron

Numéro 756, avril-mai 2012

Notre démocratie : fiction ou réalité?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/66236ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Caron, C. (2012). Notre démocratie : fiction ou réalité? *Relations*, (756), 11–12.

Notre démocratie : fiction ou réalité?



Christian Tiffet, *Cynisme et transparence*, 2012

CATHERINE CARON

Il semble à la fois étrange et normal de parler d'une crise de la démocratie au Québec et au Canada. Étrange, parce que notre situation est enviable à l'heure où le sang coule là où la démocratie cherche à naître et alors qu'elle sombre dangereusement en Europe, plus particulièrement en son berceau même – la Grèce – sous la dictature des créanciers. Normal, parce que depuis la parution de notre dossier « Démocratie sous tutelle », en septembre 2006, notre vie démocratique ici-même n'a cessé de s'éroder et, disons-le, de nous scandaliser, ce pourquoi nous avons souhaité y consacrer ce dossier.

Près de dix ans après les États généraux québécois sur la réforme des institutions démocratiques de 2003 – un processus d'envergure ayant permis l'expression des besoins, désirs et attentes des Québécois concernant leur vie démocratique –, presque rien de la volonté populaire qui s'y est exprimée n'a avancé, qu'il s'agisse du mode de scrutin proportionnel, du droit à l'initiative populaire, d'une Constitution du Québec ou d'élections à date fixe. En conséquence, et non sans lien avec l'enjeu de l'indépendance du Québec tel que souligné dans ce dossier, notre Parlement et nos conseils municipaux offrent un portrait déformé de notre société, dont la légitimité

« J'ai aussi dit que la démocratie est une invention de la gauche. Il faudrait qu'elle s'en souvienne car elle a depuis longtemps oublié qu'elle naît dans la rue. Non pas lors de protestations, mais dans la proximité, le voisinage, la connaissance instinctive d'intérêts communs. »

GIL COURTEMANCHE,
LA SECONDE RÉVOLUTION TRANQUILLE

est douteuse et l'éthique entachée. Aux mouvements pour la démocratie au Québec s'ajoutent ainsi des initiatives comme la Coalition pour la Constituante et le Projet Papineau pour une démocratie sans partis.

De fait, quelle légitimité ont des gouvernements majoritaires rejetés par la majorité des votants, sans parler des abstentionnistes? Et en vertu de quelle autorité leur obéissons-nous, une fois que des lois que nous estimons injustes – et contre lesquelles nous pouvons certes protester, mais dans un espace public et médiatique de plus en plus atrophié – nous régissent néanmoins? Le philosophe Michel Métayer, dans « L'obéissance démocratique » (*Philo & Cie*, janvier-avril 2012), avance que c'est en vertu de l'autorité émanant non pas d'un chef ou d'un gouvernement, mais du régime de l'État de droit démocratique lui-même (suffrage universel, constitution, chartes, égalitarisme, liberté de presse, etc.). Il s'interroge : « Ce que Tocqueville a appelé notre "amour désordonné" pour l'ordre saura-t-il résister à l'insatisfaction grandissante à l'égard du type de vie politique que cet ordre produit? Il y a quelque chose de schizo-phrénique dans l'écart qui se creuse actuellement entre la confiance que les populations des États démocratiques conservent en la légitimité de leurs institutions et le désenchantement qu'elles ressentent envers ceux qu'elles chargent de les faire fonctionner. La perspective d'une belle *Forme* vidée de sa substance devrait nous inquiéter. »

Elle nous inquiète. Entre autres parce que s'y profilent d'étranges créatures : « les corporations sont des citoyens qui ont des droits », entonnent Lucien Bouchard, Bombardier et consorts. Certes, l'union du capitalisme et de la démocratie n'est pas nouvelle, mais la période actuelle de globalisation et de marchandisation du monde conduit à cette grandiose fumisterie – l'entreprise-citoyenne – et à une terrible régression. La démocratie s'en trouve réduite à l'état d'une fiction où les marchés financiers et les corporations sont davantage traités en sujets politiques ayant des droits et libertés que les citoyens. Les poursuites-bâillons en attestent. La résistance de la mouvance « altermondialiste-indignés-occupons » aussi. De même que la montée du militarisme et de la répression.

La corporation-citoyenne règne ainsi au cœur d'une « démocratie-marché », de sorte qu'au Québec, notre liberté politique semble de plus en plus être celle de nous auto-coloniser. N'est-ce pas éloquent lorsqu'on ose nous dire, sans rire, qu'imposer aux entreprises notre volonté collective de transformer nous-mêmes nos ressources nous appauvrirait, sans même voir là l'une des caractéristiques centrales d'une économie du tiers-monde?

L'attention qui reste forte sur la seule joute politique et sur une démocratie formelle et représentative malade nourrit l'apolitisme et le cynisme ambiants et, surtout, empêche de saisir l'ampleur du verrouillage « corpocratique » de la démocratie en cours, notamment par la voie des traités internationaux d'investissement et de commerce. Les conséquences de ces traités se révéleront au fil du temps, puisque leur velléité est de rendre permanent un état de fait – élaboré en faisant un *black out* total sur la transparence, la délibération publique et la participation démocratique –, *peu importe* les changements de gouvernements. Voilà une autre fumisterie, car il n'y a pas plus de « citoyenneté de l'entreprise » qu'il n'y a de décisions politiques (drapées dans un jargon juridico-technocratique), prises par des êtres humains, que ceux-ci ne peuvent renverser.

Cette même volonté profondément antidémocratique de créer un ordre que les changements de gouvernements ne puissent modifier anime le gouvernement conservateur, dirigé par Stephen Harper. La conscience que nous en avons, de même que de la gravité de ses multiples manœuvres déloyales, voire frauduleuses, pour transformer les mœurs et institutions motive également la réalisation de ce dossier. C'est celui du printemps. Ce n'est pas un hasard. Il porte aussi un souffle, des idées perce-neige, perce-régression, pour accomplir le renouveau de la démocratie, l'incarner comme capacité d'agir sur les affaires du monde et faire qu'elle ne soit pas fiction, mais réalité. ●